

# Éditorial

## MING-SHO HO ET PAUL JOBIN

Dans son livre de 2006 sur la politique environnementale à Taiwan et en Chine, Robert P. Weller affirme que l'idée de nature comme objet extérieur qui résiste au dessein de l'homme est absente de la culture chinoise traditionnelle. L'idéal confucéen de l'harmonie anthropocosmique et les doctrines bouddhistes du karma et de la réincarnation n'imposent pas une séparation stricte entre les êtres humains et leur environnement. L'émergence d'une prise de conscience populaire de la dégradation de l'environnement et de manifestations anti-pollution, dans les années 1980 à Taiwan et dans les années 1990 en Chine, n'était donc rien de moins qu'un réveil brutal à travers lequel ces deux sociétés ont enfin « découvert » un nouveau concept de nature<sup>(1)</sup>.

La découverte peut être traumatisante, surtout lorsque la connaissance nouvellement acquise révèle notre propre ignorance. Idéalement, la prise de conscience des conséquences négatives qu'entraîne une quête effrénée de développement industriel et de richesse économique devrait s'accompagner d'une réforme institutionnelle instaurant une nouvelle hiérarchie des priorités en matière environnementale à travers une administration renforcée, une réglementation plus stricte et des efforts de sensibilisation destinés à faire évoluer les comportements individuels. Cependant, ceci est toujours plus facile à dire qu'à faire. La principale difficulté pour mettre en pratique les principes de protection de l'environnement tient à ce que des intérêts puissants, incarnés par des fonctionnaires de l'État ou des chefs d'entreprise, sont si ancrés dans la structure économique que toute tentative d'amélioration visant à faire évoluer les comportements de course aux profits est vouée à se heurter à de violentes réactions. La popularité grandissante de la notion de « justice environnementale » montre que la destruction de l'environnement a tendance à toucher de manière disproportionnée les secteurs les moins privilégiés ; mais lorsque les plus défavorisés sont confrontés à la perspective d'une expropriation les privant de leurs moyens de subsistance ou d'une pollution mortelle, ils sont capables de mobiliser des stratégies de résistance inhabituelles afin de préserver leurs modes de vie menacés. Ce dossier est consacré aux tensions sociales entre ces deux forces ainsi qu'à leurs ramifications politiques.

Un article publié dans *The Economist* en août 2013 annonçait que la Chine était proche d'un « tournant écologique » : soit elle se mobilise pour lutter contre le smog urbain et les pénuries d'eau aussi sérieusement que l'ont fait les États-Unis et le Japon dans les années 1970, soit elle devra accepter le caractère toxique et pollué d'un progrès économique durement acquis<sup>(2)</sup>. Étant donné l'importance de ce thème, il n'est pas surprenant que la recherche sur l'avenir environnemental de la Chine ait fait l'objet de numéros spéciaux dans les revues académiques consacrées à la Chine tels que le *Journal of Contemporary China*<sup>(3)</sup> et le *China Quarterly*<sup>(4)</sup>. Trois articles dans ce numéro ont la même préoccupation : en s'intéressant aux réactions de la population face à la pollution et à leurs ramifications sociales et politiques, ils donnent un aperçu d'une dynamique qui pourrait redessiner les grands contours des sociétés taiwanaise et chinoise.

Le développement de Taiwan depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle a suivi une voie différente de celui de la Chine. Pendant la période coloniale (1895-1945),

les Japonais ont construit des infrastructures, institué un cadre administratif et développé l'hygiène publique, à une époque où la Chine était encore déchirée par des troubles permanents opposant les seigneurs de la guerre. Alors que le continent chinois était ravagé par la seconde guerre mondiale, Taiwan connaissait un processus d'industrialisation rapide qui posa les bases du décollage économique d'après-guerre. Dans les années soixante, après un interrègne chaotique et traumatisant, le gouvernement du Kuomintang commença à libéraliser l'économie étatiste et à encourager les exportations, tandis que les communistes chinois se lancèrent sur la voie de la réforme économique en 1978, après le désastre de la Révolution culturelle (1966-1976). Des manifestations populaires de plus en plus fréquentes forcèrent le gouvernement du Kuomintang à lever la loi martiale en 1987 ; de son côté, le mouvement chinois pour la démocratie fut écrasé lors du massacre de la place Tiananmen en 1989.

Le mouvement écologiste taiwanais a pris forme dans le creuset de la transition politique du milieu des années 1980. L'émergence de manifestations anti-pollution venant du peuple a rendu public le mécontentement envers l'autoritarisme qui avait jusqu'alors été étouffé, et a accéléré le relâchement du contrôle politique. Plus tard, surfant sur la vague de la démocratisation, l'écologie est devenue une force puissante obligeant les dirigeants à renforcer les efforts du gouvernement en faveur de la protection de l'environnement et conduisant les partis d'opposition à adopter des programmes de campagne écologistes. À la suite de deux changements de pouvoir à la tête du pays ces trente dernières années, Taiwan s'est vue gouvernée par différentes idéologies. Néanmoins, l'écologie est restée bien ancrée, dynamique, continuant à remettre en question une politique gouvernementale qui privilégie systématiquement les intérêts financiers<sup>(5)</sup>.

Dans ce numéro, nous avons choisi de mettre la situation de Taiwan en perspective avec un article d'actualité consacré au mouvement écologiste en Chine. Le mouvement écologiste chinois semble avoir émergé à l'aube du xx<sup>e</sup> siècle. Des citoyens se sont mobilisés pour manifester contre l'installation d'infrastructures dangereuses dans les villes côtières de Dalian, Xiamen et Canton, et la réussite de leurs campagnes a fait entrer le militantisme de la classe moyenne dans l'ordre des choses attendues. Au Yunnan dans le

1. Robert P. Weller, *Discovering Nature: Globalization and Environmental Culture in China and Taiwan*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.
2. « The East is Grey », *The Economist*, 10 août 2013, [www.economist.com/news/briefing/21583245-china-worsts-polluter-largest-investor-green-energy-its-rise-will-have](http://www.economist.com/news/briefing/21583245-china-worsts-polluter-largest-investor-green-energy-its-rise-will-have) (consulté le 27 août 2014).
3. *Journal of Contemporary China*, vol. 19, n° 63, 2010.
4. *China Quarterly*, vol. 214, 2013.
5. Sur le développement de l'écologie à Taiwan, voir Chun-Chieh Chi, « Growth with Pollution: Unsustainable Development in Taiwan and its Consequences », *Studies in Comparative International Development*, vol. 29, n° 2 1994, p. 23-47 ; Ming-sho Ho et Feng-san, « Control by Containment: Politics of Institutionalizing Pollution Disputes in Taiwan », *Environment and Planning (A)*, vol. 40, n° 10, 2008, p. 2402-2418 ; Ming-sho Ho, « Environmental Movement in Democratizing Taiwan (1980-2004): A Political Opportunity Structure Perspective », in *East Asian Social Movements*, Jeffrey Broadbent et Vickie Brockman (éds.), New York, Springer, 2011, p. 283-314 ; Michael Hsin-huang Hsiao, « Environmental Movements in Taiwan », in *Asia's Environmental Movements*, Yok-Shiu Lee et Alvin So (éd.), New York, M. E. Sharpe, 1999, p. 31-54 ; Paul Jobin, « Risques et protestation dans la 'Green Silicon Island' : les luttes pour la visibilité des maladies industrielles à Taiwan », *Perspectives chinoises*, n° 2010/3, p. 50-68.

sud-ouest du pays, un projet hydroélectrique a réuni les écologistes autour d'actions militantes qui ont été plus remarquées que le débat sur le barrage des Trois Gorges au début des années 1990. Dans les arrière-pays riches en matières premières de la Mongolie-Intérieure et du Xinjiang, l'expansion de l'économie fondée sur l'extraction de ressources menaçait les moyens de subsistance des minorités ethniques et des villageois qui se sont sentis contraints d'adopter un comportement violent afin d'assurer leur protection. Pour résumer, les problèmes environnementaux et les conflits sociaux qui en découlent remettent en cause la viabilité d'un capitalisme autoritaire, une situation très similaire à celle de Taiwan au milieu des années 1980. Les revendications de la population pour un environnement plus sûr s'uniront-elles pour se transformer en une force politique capable de fracturer la domination communiste ? Les militants écologistes chinois sont-ils l'avant-garde d'une société civile et autonome ? Et ces manifestations visibles de mécontentement populaire mèneront-elles à des formes de gouvernement plus à même de garantir une économie moins toxique ?

Il est tentant d'extrapoler sur l'évolution future de l'écologie en Chine à partir de la trajectoire historique prise par Taiwan. En effet, certains observateurs de la Chine ont conjecturé un scénario concernant la démocratisation future de la Chine en se basant sur la voie suivie par Taiwan<sup>(6)</sup>. Cependant, la complexité et l'ampleur des enjeux environnementaux chinois n'autorisent pas à faire un pronostic aussi simpliste. Tout d'abord, privé de liens avec le reste du monde, le mouvement écologiste taiwanais était en grande partie le produit d'une situation locale, tandis que les ONG écologistes chinoises bénéficient d'une attention et d'un soutien internationaux depuis leur création au début des années 1990. De plus, lorsque en 2006 la Chine est devenue le premier émetteur de gaz à effets de serre du monde, sa politique environnementale a dû prendre en compte la pression internationale. Deuxièmement, bien que le Parti communiste chinois ait essayé de conserver un contrôle politique étroit, il lui a fallu tolérer un inévitable degré de fragmentation de ses modes de gouvernement notamment en raison de l'étendue du pays et la taille de sa population. Comme certains l'ont déjà fait remarquer, les ONG écologistes parviennent à exercer leur influence en profitant de l'incohérence et même des contradictions existant entre différentes agences gouvernementales, brouillant ainsi un peu plus la distinction entre l'État et la société civile<sup>(7)</sup>. Il est donc moins probable que le mouvement écologiste chinois joue le rôle univoque d'une force de démocratisation comme cela a pu se passer en Tchécoslovaquie<sup>(8)</sup>, en Pologne<sup>(9)</sup> ainsi qu'en Corée du Sud<sup>(10)</sup> et à Taiwan<sup>(11)</sup>.

Par conséquent, avant de s'engager sur la voie d'une « grande comparaison » dans la veine de Charles Tilly, il est préférable de commencer par des études de cas approfondies. Ce numéro rassemble deux articles de recherche et un article d'actualité qui s'intéressent aux réactions populaires à la pollution industrielle. Au regard d'autres enjeux environnementaux, tels que le réchauffement climatique et la préservation de l'environnement, la pollution semble constituer un sujet plus explosif et plus facile à politiser puisqu'elle implique un enchevêtrement conflictuel de différents acteurs : les entreprises, les victimes et les responsables politiques. L'article de Hua-mei Chiu analyse l'évolution des manifestations contre la pollution générée par l'industrie de pointe à Taiwan. L'industrie microélectronique a souvent été saluée comme un des exemples taiwanais de réussite en matière de modernisation industrielle mais ses conséquences environnementales ont été largement passé sous silence. Chiu décrit comment les militants ont appliqué le cadre de la justice environnementale aux campagnes qu'ils ont menées contre l'expansion des parcs scientifiques et industriels lorsque

ceux-ci ont commencé à empiéter sur les terres agricoles et les ressources hydriques. Tandis que les effets désastreux pour l'écologie de l'industrie microélectronique ont été occultés par son image trompeuse d'industrie à faibles rejets atmosphériques, à l'inverse, la pétrochimie demeure par excellence l'une des industries d'ordinaire identifiée comme très polluante, non seulement par sa consommation importante d'eau, d'énergie et de terre, ses émissions de gaz à effet de serre, ses rejets polluants pour les ressources hydriques et dans l'atmosphère.

Les deux autres articles traitent des conséquences sociales du développement de la pétrochimie. L'article de Ming-sho Ho présente un panorama historique des manifestations taiwanaises contre le vapocraquage du naphta (une opération décisive effectuée en amont du processus de transformation pétrochimique), de son émergence au milieu des années 1990 à aujourd'hui. Les trois décennies de manifestations contre l'industrie pétrochimique ont aussi été celles de la transition de l'autoritarisme d'un parti unique à la démocratie, d'où les variations du mouvement écologiste à ces différentes étapes. Les ONG écologistes sont devenues de plus en plus ingénieuses et autonomes à mesure que la population devenait plus sensible à la qualité environnementale.

L'article co-écrit par Kingsyhon Lee et Ming-sho Ho dans la rubrique Actualités s'intéresse plus particulièrement aux manifestations du printemps 2014 à Maoming dans la province du Guangdong. Les violentes manifestations ainsi que les mesures coercitives de répression prises par les autorités locales ont assombri les perspectives optimistes de ceux qui voyaient déjà dans la réussite d'une série de mouvements anti-paraxylène à Xiamen, Dalian et Ningbo l'avènement d'une forme mature d'écologie. Cet article affirme que les conditions locales tenant au manque d'influence de la classe moyenne indépendante dans une ville moins développée, à la préexistence de la production de pétrole et à la faible couverture médiatique due au caractère reculé de la ville, ont fait de Maoming une anomalie plutôt qu'un exemple représentatif d'un phénomène généralisé. Néanmoins, le dénouement malheureux de ce mouvement renseigne sur les conditions qui seraient nécessaires à l'épanouissement d'un véritable mouvement écologiste dans la Chine contemporaine.

#### ■ Traduit par Céline Letemplé.

6. Voir par exemple Dorothy Solinger, « The Nexus of Democratization: *Guanxi* and Governance in Taiwan and the PRC », article publié par le Center for the Study of Democracy, University of California Irvine, 2006.
7. Anthony Spiers, « Contingent Symbiosis and Civil Society in an Authoritarian State: Understanding the Survival of China's Grassroots NGOs », *American Journal of Sociology*, vol. 117, n° 1, p. 1-45 ; Yanfei Sun et Dingxin Zhao, « Environmental Campaigns », in *Popular Protest in China*, Kevin J. O'Brien (éd.), Cambridge, MA, Harvard University Press, 2008, p. 144-162.
8. Thomas E. Shriver et Alison E. Adams, « Cycles of Repression and Tactical Innovation: The Evolution of Environmental Dissidence in Communist Czechoslovakia », *Sociological Quarterly*, vol. 51, 2010, p. 329-354.
9. Barbara Hick, *Environmental Politics in Poland: A Social Movement Between Regime and Opposition*, New York, Columbia University Press, 1996.
10. Norman Eder, *Poisoned Prosperity: Development, Modernization, and the Environment in South Korea*, New York, M. E. Sharpe, 1996.
11. Michael Hsin-huang Hsiao et Ming-sho Ho, « Civil Society and Democracy-Making in Taiwan: Re-examining the Link », in *East Asia's New Democracies: Deepening, Reversal, and Non-liberal Alternatives*, Yin-wah Chu et Siu-lun Wong (éds.), Londres, Routledge, 2010, p. 43-64.